



G.I.D. "Liberté"

"Tout message ne vaut que comment il est perçu et ce qu'il génère"

Communiqué de presse

le 6 janvier 1998

émetteur: Liberté

Salud de pauvres !!

L'abject a été franchi, l'étatisme qui ne représente que lui-même se refuse à ce que les pauvres réclament leur du.

Ignoble! Des syndicats mettant en cause les plus pauvres de notre société et se refusant à une représentativité qui ne leur appartiendrait pas. Aujourd'hui après des élections montrant le désintérêt total de la population pour les syndicats en place, on est en droit de se poser des questions sur leur représentativité. Ils se refusent à un traitement global du chômage, à l'heure actuelle notre Pays auraient besoin de seulement 800.000 chômeurs, masse suffisante pour permettre les ajustements économiques aux modifications des marchés. La seule solution fiable, pour les hommes et pour l'économie, est de trouver une méthode pour retirer 3 millions de personnes du chômage.

On pourrait, par exemple, mettre en place des contrats années sabbatiques donnant la Liberté totale de faire, pendant un temps donné. Temps que chacun gérerait à son Libre choix, pour suivre une formation, construire sa maison, créer une Entreprise, découvrir la planète, etc... après, seulement ses allocations seraient dégressives rapidement.

Mais il est vrai l'individu ne serait plus contrôlable! Plus d'obligation de demander un stage, plus l'obligation de demander des "aides", Libre, quel danger!

Le chômeur est un otage de l'étatisme, il sert dans cette terreur pyramidale du meurtre administratif. Il est un des témoins du goulag moderne de l'étatisme français. Etatisme qui se refuse aux modifications structurelles nécessaires et ceux qui remettront en cause la collusion de la corruption et de la prévarication n'ont pour Espoir que de mourir en silence!

Le goulag français c'est la rue, **les suicides de masse encouragés par l'appareil judiciaire français**, ses membres, aujourd'hui et nous l'affirmons, incitent les individus qui se refusent à accepter la prévarication, à se suicider, l'immonde est atteint. **Ce ne sont plus les fils barbelés du stalag sur lesquels on se jette car on n'en peut plus, ce sont ces fils barbelés invisibles qui font perdre la raison et n'ont pour volonté que de soumettre les hommes ou leur imposer la folie ou leur propre meurtre.** Mais cette ignominie n'était pas suffisante, l'appareil judiciaire tente maintenant d'entraîner la Nation dans les désordres. Nous devons répondre par le boycott des instruments économique de l'étatisme français. Il nous appartient de protéger la Nation contre les dettes de l'étatisme français et de donner dès à présent hypothèque des biens de l'ensemble des responsables de notre faillite aux créanciers de la France.

Nous remercions tous les policiers qui ont fait oeuvre de discernement au cours des incidents récents dans des zones sensibles et nous condamnons avec la plus grande vigueur les propos du procureur de la "république" de Strasbourg.

Nous demandons à chaque membre des forces de l'ordre d'être d'une extrême vigilance, et nous les remercions pour avoir agi avec énormément de prudence. La magistrature française dont l'immense majorité des membres sont prévariés, voudrait pouvoir échapper à la justification de leurs actes en encourageant des actes de violence dans des zones sensibles.

Ces actes de violence ne sont que la résultante d'années d'un laxisme organisé qui n'avait pour volonté que de maintenir un potentiel de délinquance pouvant être allumé à tous moments et permettre politiquement à la magistrature de se présenter comme un rempart contre le désordre. Il est étonnant que ceux qui demandaient que nos policiers soient transformés en assistante sociale leur demande aujourd'hui des arrestations qu'ils condamnaient en relâchant régulièrement et en violation de la Loi, ceux qui commettaient des délits.

Ces événements sont pour nous extrêmement révélateur et permettront à chacun de comprendre ce qu'est la perversion intellectuelle et de prendre conscience du vrai visage de la magistrature française.

Au-delà, ces événements ne sont que la conséquence du chômage et de la faillite économique, faillite économique qui n'est que la conséquence de la corruption en chaîne protégée par la prévarication de la magistrature française.

Quelle surprise, de voir des magistrats qui revendiquent une politique pénale nationale et voudrait que celle-ci soit modifiable au jour le jour. On fait des exemples, on détruit définitivement la Vie d'individus au besoin d'un ordre social qui n'est plus que désordre institutionnalisé.

Alors brûler un bus serait plus grave que de détourner des milliards de francs dans l'état, pire selon la semaine, vous serez absout ou condamné.

Si nous réclamons des juges élus ainsi que des procureurs élus, c'est pour que les corrections du quotidien se fassent, pour éviter de tels incidents. Il n'appartient à nul de soustraire celui choisi aux rigueurs de la Loi, seul l'ensemble de la communauté par des représentants élus, et par l'intermédiaire d'un jury populaire peut décider le nécessaire au Vivre ensemble.

Comment un magistrat logé par l'état, roulé par l'état, habillé par l'état, honoré par l'état, peut-il mesurer les conséquences sur la Vie d'un individu du vol d'une simple mobylette qui permettait à un employé de se rendre à son travail?

Nous aurions aimé la même célérité contre la corruption, à part organiser la disparition des documents, leur vol, la construction de faux, des incendies, nous attendons toujours les condamnations. Monsieur emmanuelli a pu agir pendant plus de six ans après que les faits aient été découverts dans l'impunité totale.

Un accord comme nous l'avions affirmé a été passé entre les différentes organisations représentantes de l'appareil judiciaire. M. emmanuelli n'était ni avocat, ni ancien magistrat, il était une cible de choix, de plus il n'a jamais tenu une position comme celle du **ministère des finances, position dite: "ministère du chantage,"** il y a cinquante ans c'était le ministère de l'intérieur utilisant les moeurs "légères" des uns et des autres, aujourd'hui c'est les finances, l'argent qui permet de Vivre, de manger, de soigner, alors celui qui détient ce poste a garanti de son impunité, soustrayant aux poursuites de fraudes ceux qui garantiront à perpétuité impunité. M charasse s'est fait voter un arrêt des poursuites, m.sarkozy se sait protégé...il peut frauder en toute impunité.

Alors monsieur emmanuelli, n'est pas le premier d'une longue liste, il n'a de volonté que de signifier aux personnels publics que la magistrature n'acceptera de réforme que celle qu'elle exigera.

Nous sommes face à l'odieux, un Pays qui agonise avec des populations en détresse et un **appareil judiciaire** assoiffé de pouvoir qui n'a pour toutes ambitions que de nous imposer de nouveau un pouvoir de type monarchique: celui du magistrat! Alors ils sont prêts à tout, **ayant perdu les référents du bien et du mal**, ils veulent faire accepter que **sous couvert d'un "bien" collectif approprié ou d'une "morale civique"**, ils puissent continuer à **bafouer le Juste droit des individus en refusant l'application de la Loi à celui choisi ou construire des faux pour détruire celui qui s'oppose**, barbarie mentale institutionnelle de la longue chaîne de la prévarication de la magistrature française.

Jamais nous n'avions imaginé ce que nous avons découvert, l'appareil judiciaire français nous a donné le goût du mépris des hommes et il ne peut savoir combien nous lui en voulons.

La violation de la Loi par un magistrat n'est pas sanctionnée, elle est devenue méthodologie de l'immonde, violation de la Loi en chaîne, construction de faux, falsification ou occultation des faits, le tout dans l'impunité totale dans la seule volonté de transformer des réalités pour que les hommes se soumettent à un corps constitué qui n'a de volonté que d'imposer sa prévarication à notre Nation.

Certains proposent un quota de femme, 60% des membres de l'Assemblée Nationale ou du Sénat sont membres de l'appareil judiciaire français, anciens avocats, magistrats, auxiliaires de "justice alors, **nous réclamons un quota pour les Citoyens non issus de l'appareil judiciaire.**

Une certaine presse a choisi de retenir de **la nuit de Noël** les incidents de Strasbourg, nous retiendrons pour notre part la **mort de cinq marins en mer, pour gagner leur Vie, S'ils ont du sortir c'est pour sauver leur bateau, leur maison, car les représentants de l'étatisme n'hésitent plus à fracasser les portes de ceux qui ne peuvent plus payer et les jeter à la rue, payer les taxes professionnelles, les taxes du carburant, la tva, les impôts** de toutes sortes pour que l'étatisme ripaille dans l'impunité totale. Pour nous, ils sont des **morts imputables à la magistrature française** comme les dix Autres marins morts en 97 pour le seul Finistère.

Nous condamnons avec une extrême vigueur l'incendie des connexions électriques **la nuit de Noël**, chacun doit respecter la **Trêve** et il est manifeste que cet acte ne peut être qu'une provocation. Il a mis en lumière la fragilité de l'étatisme à travers les armoires de brassage ou les locaux de connexions aussi bien dans le réseau ferré que dans les aéroports ou dans les ministères.

L'année va être extrêmement rude pour la Liberté, mais notre engagement nous est imposé par notre Devoir à l'avancée de l'Humanité, nous ne pouvons nous y dérober.

Bonne Année à tous, et meilleurs Voeux!